

# **A l'image du Canada, le Brésil découvre le développement local**

**André Joyal, l'Université du Québec à Trois-Rivières,**

**Et**

**Dante Martinelli, Université de Sao Paulo à Ribeirão Preto**

La stratégie économique favorisée par le gouvernement central de Brasilia offre des points communs avec celle que l'on observe au Canada depuis une cinquantaine d'années. À l'instar de nombreux pays industrialisés, les années qui ont succédé le second conflit mondial furent marquées du sceau d'un développement par le haut avec pour objectif la réduction des disparités régionales. Et, toujours à l'image de ce qui s'observe ailleurs, il fallu prendre conscience de l'inefficacité de ces grands programmes nationaux.

Le présent article, en s'appuyant sur la documentation brésilienne récente et sur l'observation des faits en différentes régions du Brésil, vise à mettre en évidence une tendance actuelle parmi les politiques de développement régional et rural soit l'approche associée au développement local. Une attention particulière sera ainsi consacrée au type de gouvernance mis de l'avant ou expérimentée en milieux non-métropolitains où il se crée depuis peu des Forum de développement local en mettant en présence des représentants des milieux socio-économiques des micro-régions concernées. Quelques résultats d'une étude comparative de deux échantillons de PME en milieu non-métropolitain (État de Sao Paulo et centre du Québec) permettra de constater à la fois des similitudes et des distinctions dans le comportement des dirigeants d'entreprise en relation avec les acteurs du développement local. De cette façon, on verra jusqu'à quel point l'expérience québécoise et canadienne en matière de développement local peut servir d'inspiration aux autorités politico-économiques du Brésil tout en n'occultant pas les obstacles particuliers reliés à la réalité brésilienne.

Au Brésil, dans le Nordeste plus particulièrement, comme on le devine, la question de la participation des gens au processus démocratique - qui caractérise le développement local - se pose avec une grande acuité. En effet, que peut-on attendre d'une population très souvent analphabète et dépendante depuis toujours des pouvoirs supérieurs (gouvernement et grands propriétaires terriens, les trop fameux *coroneis*)? Quand se pose, en plus, le problème de la corruption, la situation se complique encore davantage. S'ajoute à ce

tableau la non satisfaction des besoins primaires ou essentiels. Est-il opportun de sensibiliser des telles populations à la nécessité de développer une culture entrepreneuriale lorsqu'elle est aux prises avec des problèmes quotidiens tels la faim, le logement, le transport, etc.? Le modèle canadien de développement local ne se transpose pas sans la prise en compte de facteurs sociaux et historiques propres à la situation qui prévaut au Brésil. La prudence s'impose dans la sélection des expériences susceptibles de servir d'exemples. Comme nous pensons le montrer, la documentation apparue récemment reprend en grande partie les écrits d'auteurs américains et européens gagnés à l'idée que le développement économique, au Brésil comme ailleurs, peut se placer - du moins dans une mesure certaine - sous la responsabilité des premiers intéressés à savoir les populations locales.

## **1\_ La stratégie économique en trois grandes phases**

Mondialisation des marchés, globalisation de l'économie, nouvelle division internationale du travail, voilà autant d'expressions mises de l'avant dans les médias et sur toutes les tribunes depuis quelques années. Comme l'écrit Franklin Coelho (2001), en relation avec le développement territorial, le processus de la globalisation de l'économie favorise des exclusions et des destructions des structures économiques de certaines régions. C'est pourquoi il est heureux de constater l'avènement sur certains territoires d'un contre-mouvement stimulé par la prise de conscience des identités culturelles à l'échelon des régions voire même à l'échelon local où prennent pied des PME à forte valeur ajoutée dont l'essor laisse entrevoir une dynamique nouvelle. Il devient donc pertinent de s'intéresser à des stratégies de développement local telles qu'elles se manifestent depuis peu. Cette pertinence se comprend plus aisément à la faveur d'un recul permettant d'évaluer la portée des grandes politiques mise en œuvre dans le passé.

### **1.1\_ Les années 1950 et 1960**

Au Brésil, durant les années 1950, c'est bien connu, on assiste à la mise en œuvre d'une stratégie visant à favoriser l'industrialisation par la substitution des importations. Malgré les préoccupations envers le grand retard de régions éloignées telles que le Nordeste et le Nord-Amazonien, c'est la région du Sud-Est, plus que toute autre, qui bénéficiera de la stratégie mise de l'avant. Ainsi, Rio de Janeiro (sidérurgie, pétrochimie, chantiers navals) le Minas Gerais (sidérurgie) et, bien sûr, l'État de São Paulo (automobile, mécanique) vont être les grands bénéficiaires de cette stratégie. Le Nordeste, un peu à l'image du Canada non métropolitain des années d'après-guerre, avec sa structure industrielle traditionnelle, sa population peu éduquée et ses infrastructures précaires, se verra boudé par les investisseurs. La richesse attirant la richesse,

c'est toujours le Sud-Est qui exercera une influence sur les capitaux étrangers. Il s'en suivra un fort exode rural avec les conséquences sociales dont le pays paie aujourd'hui le prix.

### **1.2\_ Les années 1970 et début des années 1980**

La très grande concentration spatio-économique oblige les autorités fédérales brésiliennes à concevoir une politique de redistribution et d'aménagement du territoire orientée vers les régions plus éloignées et surtout vers le Nordeste. Comme le signale Henrique Fonseca Netto (2001), plusieurs instruments et mécanismes de la politique d'aménagement du territoire ont été élaborés dans le cadre du Plan national de développement incluant des programmes régionaux pour les cinq régions-plans. Ainsi, on a voulu favoriser de grands travaux d'infrastructures en transport (Nord-Amazonien, Nordeste et Sud) en énergie (centrales hydroélectriques du Sud, du Nordeste et Nord-Amazonien) et en télécommunication sur l'ensemble du territoire. Les efforts consentis par le gouvernement fédéral vers les régions en difficulté et sur les avantages fiscaux et financiers offerts par les organismes décentralisés de planification du développement régional surtout des régions du Nordeste et du Nord-Amazonien dans le domaine agricole et minier furent abondants. Ainsi, le Nordeste, qui est un peu pour le Brésil ce que sont pour le Canada les provinces du Canada atlantique, a reçu durant les années 1970 environ 30 milliards de \$US sous la forme d'incitations fiscales (De Araujo, 1995).

### **1.3\_ Miser sur la dynamique régionale: milieu des années 80 à nos jours.**

Une meilleure prise en charge (*empowerment* ou *capacitation*) des régions en difficulté ne se conçoit autrement qu'en prenant compte des valeurs qui caractérisent les différentes communautés concernées. Ici, Augusto de Franco (2001) utilise l'expression *<empoderamento>* pour décrire la démocratisation du pouvoir socio-économique qui se reflète dans la capacité des populations locales d'influencer les décisions des administrations centrales. Tania Zapata (1999) abonde dans le même sens en parlant de *<capacitação>* qui implique des dimensions techniques, pédagogiques et diverses formes d'apprentissage qui favorisent une plus grande autonomie des gens. Une dynamique de développement local s'implante graduellement en diverses régions ce qui confère aux acteurs locaux une meilleure prise en main de leur destin. Les auteurs anglo-saxons désignent ce phénomène par l'expression *capacity building* (élévation des capacités de développement des communautés locales).

Toutefois, une plus grande décentralisation de l'économie ne doit pas servir de prétexte pour l'État à abandonner ses responsabilités en matière économique. Comme on le constate au Canada, il revient à l'État d'aider les populations locales à s'émanciper de son influence et de celle des grandes entreprises. En somme, il revient aux États centraux d'aider les gens à compter davantage sur eux-mêmes et, pour ce faire, aussi paradoxal puisse-t-il paraître, il doit fournir les moyens pour y parvenir. L'appui à un organisme responsable de mettre en branle une stratégie de développement local s'avère un de ces moyens indispensables. Il revient à une telle structure de jouer le rôle d'animateur et de dispensateur de l'information liée à l'essor d'initiatives locales de création d'emploi. Pour le Brésil les SEBRAE <estaduais> offre une excellente illustration de la responsabilité d'un tel organisme<sup>1</sup> en exerçant des responsabilités en partie semblables à celles des Sociétés d'aide au développement des collectivités essaimées à travers le Canada non-métropolitain.

Le ministère fédéral de l'Intégration nationale intervient pour sa part à travers son secrétariat des programmes régionaux intégrés. Il s'agit de stimuler la participation à l'action sociale en tant que facteur endogène de développement régional. Par la mobilisation des acteurs locaux et de leurs institutions à l'échelle micro ou méso-régionale, on espère susciter un état d'esprit susceptible d'engendrer de nouvelles initiatives. L'implantation de forums de développement devrait conduire à la mise en œuvre de projets-pilotes de développement méso-régional intégré et soutenable à l'intérieur de pas moins de 14 méso-régions réparties sur l'ensemble du territoire.

Dans ce sens, Henrique Fonseca Netto (2001) évoque la nécessité d'un nouveau découpage de l'espace brésilien. Une réforme de la conception de l'aménagement du territoire où l'État central permet d'envisager un nouveau rôle de coordinateur des actions et des politiques publiques. Parmi les facteurs qui motivent une telle réorganisation, se trouve la nécessité de redéfinir, selon une approche plus globale du territoire, des ensembles spatiaux plus pertinents et économiquement significatifs dans un contexte d'ouverture et de mondialisation de l'économie. Mais pour faire du développement local, encore faut-il bien s'entendre sur la sa portée et sur ses implications.

---

<sup>1</sup> Voir vignette: Projet SEBRAE Xingo.

## 2.\_ Comment définir le développement local?

À l'occasion d'un séminaire de doctorant présenté en 1993 au département d'économie de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, un constat pessimiste fut dégagé sur les possibilités que le développement local présente une avenue souhaitable pour le Brésil, autant en milieu urbain que rural. La forte urbanisation que connaît le pays depuis plusieurs décennies et l'absence de milieux véritables susceptibles de donner emprise à une stratégie appuyée sur l'interrelation d'acteurs locaux furent avancées comme explication<sup>2</sup>. Et pourtant, la population urbaine au Canada, où la pratique du développement local est en vigueur depuis plus de quinze ans, se compare à celle du Brésil. Cette réticence alors manifestée tend cependant à se dissiper comme en fait foi, d'une part, la documentation disponible en plus de ce que l'observation des faits dégage d'autre part.

Ainsi, Tanaia Zapata et al, (2001) en s'inspirant de la méthodologie Gespar (gestion participative) qui sert de référence pour le projet de coopération entre le BNDES et le PNUD, le développement local s'appuie sur un **nouveau**<sup>3</sup> paradigme caractérisé par quatre dimensions : économique, socioculturelle, politico-institutionnelle et environnementale. Cet ensemble se trouve englobé à l'intérieur d'un processus cheminant autour de trois axes qui se renforcent mutuellement: la formation du capital humain et du capital social, le développement du territoire et la participation à la gestion de ce développement territorial. Pour sa part, Franklin Coelho (2001) voit dans le développement économique local la forme d'une construction sociale à l'intérieur d'un milieu productif innovateur où se réalisent diverses coopérations entre les acteurs des réseaux sociaux qui s'y trouvent. Ainsi, prend place graduellement une forme de développement humain et soutenable.

Il s'agit donc de voir comment se présente cet espace d'intervention où des « acteurs » dits locaux sont appelés à influencer, autant que faire se peut, le devenir de leur milieu d'appartenance. Il est opportun ici d'avoir à l'esprit que le **sentiment d'appartenance** se situe au cœur du développement local. Maria de Fatima Lobato (2001) justement se réfère au local en écrivant qu'il correspond moins à un espace géographique pré-défini qu'à une construction sociale à l'intérieur de laquelle on observe des liens à la fois territoriaux, économiques et culturels. À ses yeux, les notions d'identité et d'appartenance s'avèrent fondamentales. Comme on le voit, à l'intérieur d'un échelon intermédiaire entre la micro et la

---

<sup>2</sup> Ce séminaire, animé par André Joyal, fut placé sous la responsabilité du professeur Henrique Fonseca Netto de l'Université fédérale de Rio de Janeiro

<sup>3</sup> Souligné par nous.

macroéconomie se dessinent les nouvelles dynamiques locales dans un contexte où les savoir-faire prennent parfois très rapidement des formes nouvelles en laissant entrevoir des possibilités jusqu'alors insoupçonnées.

Quant à Ricardo Abramovay (1998), il se réfère au développement local en signalant deux présupposés fondamentaux. Le premier se rapporte à la conviction que le seul jeu du marché ne peut suffire à niveler les disparités entre les régions. Le deuxième se rapporte à l'importance de certaines infrastructures pré-requises au développement. Mais il ne peut éviter la question : <Mais quel est ce local ?> S'agit-il d'un lieu où l'on trouve les ressources requises pour l'amélioration de la qualité de vie? La réponse à cette interrogation se trouve selon lui dans la vaste littérature qui montre, que dans un monde toujours plus globalisé, il ne manque pas de démarches innovatrices mises en place à l'échelon local lesquelles font appel à des interrelations individuelles de nature avant tout informelles (Abramovay, 1998). C'est une allusion au fameux dicton <Penser globalement, agir localement>. Ces individus appelés à jouer un rôle clé font partie des forces vives d'un milieu donné.

On comprendra ici la nécessité de se mettre en garde contre la tentation de s'appuyer sur des délimitations administratives à partir de considérations très subjectives. Pour éviter ces écueils, on recommande d'initier le développement local dans des territoires correspondant à un **espace de solidarité**, dans lequel les individus ont une histoire commune, à laquelle ils sont attachés individuellement et collectivement et où l'envie existe de construire un avenir commun. Une volonté populaire et une démarche collective bien définie pour un espace donné doivent toujours servir de garant au succès de toute démarche associée au développement local. C'est pourquoi Juarez de Paula (2001) écrit que le <local> se rapporte à un découpage socio-territorial délimité à partir d'une identité bien reconnue autour de variables économiques, ethnico-culturelles ou politico-territoriales. C'est à cet échelon que se développent les entreprises et les activités utiles au développement économique, social et culturel de la collectivité en fonction de la capacité du milieu à se prendre en main lit-on dans le document officiel du gouvernement du Québec (1997). On peut donc y voir une identité de vue.

De son côté, Sarata Albagli (1999) considère que le <local> fait ressortir des transformations socio-politiques en un lieu où se développent de nouvelles formes de solidarité et d'entraide. On peut ainsi parler d'espaces de coopération. Ces propos se rapprochent de ceux d'Augusto de Franco (2001) pour qui le <local> représente un lieu d'interactions de facteurs humains, sociaux, économiques, physiques et

environnementaux. Ce même auteur, par ailleurs, juge opportun de signaler que <local> n'est pas synonyme de petit. Il faut avant tout y voir un espace où prend forme un projet élaboré par les acteurs qui s'y trouvent. Pour le Brésil, dans la majorité des cas, de tels espaces correspondent à des microrégions impliquant des municipalités à l'intérieur de la même unité fédérative (Franco, 2000).

### **2.1\_ Le développement local intégré et soutenable**

En se situant à l'échelon mésoéconomique on s'intéresse donc, dans un milieu donné, aux facteurs qui en déterminent l'essor socio-économique. L'observateur ne cherche donc plus à intégrer l'espace aux réalités micro ou macroéconomiques. À la place, il cherche à faire dégager des lois propres au milieu observé en donnant la priorité à la variable écologique. Ainsi, l'espace se présente comme un tout dont les éléments (micro- organisations), par leurs interconnexions lui confèrent une dynamique propre. C'est ce qui conduit à définir le concept de *desenvolvimento local integrado e sustentavel* (DLIS) utilisé depuis peu au Brésil. Pour Franco (1999) le DLIS représente un mode nouveau de développement des communautés locales les rendant aptes à mieux mettre en valeur leurs capacités productives. Vu sous cet angle, le DLIS favorise de meilleures perspectives de vie dans la durabilité (ou soutenabilité).

### **2.2\_ Milieu innovateur et système de production local (SPL)**

Le « milieu » est innovateur lorsqu'il profite de ses capacités d'ouverture à l'extérieur pour recueillir les informations et les ressources spécifiques dont le système de production auquel il se rattache a besoin pour innover. Il est également innovateur dans la mesure où il génère des processus susceptibles de favoriser de nouvelles combinaisons techno-productives. Cependant, le «milieu» ne serait pas une catégorie à part de SPL mais un ensemble cognitif dont dépend le fonctionnement à travers lequel s'exprime l'autonomie d'action donnant lieu aux initiatives à l'intérieur des SPL. Ricardo Abramovay (2000), en ayant à l'esprit le SPL do Vale de Itajai (SC), écrit que le phénomène de proximité sociale, permettant une forme de coordination entre les acteurs de façon à modifier de façon durable le cours des choses, est plus important que les avantages concurrentiels ou autres ressources naturelles.

C'est ce qu'un ouvrage collectif publié par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR, 2001) a tenté de mettre en évidence. Claude Courlet de l'Université de Grenoble voit dans les SPL un ensemble caractérisé par la proximité d'unités productives au sens large du terme qui

entretiennent entre elles des rapports d'intensité plus ou moins forte. Cette intensité des liens entretenus entre les unités de production dépend grandement de l'organisation et du fonctionnement d'un système de production fortement marqué par une surprenante combinaison: marché et réciprocité. Dans le même sens, Franco (2001) estime que la dynamique coopération-compétition qu'on y observe constitue la principale caractéristique d'un SPL. C'est bien cette réalité observée qui remet en cause encore une fois un des principes de base de l'économie politique classique, soit la séparation entre l'économique et le social.

Un chapitre de cette publication de la DATAR fait allusion au SPL de la Vallée du Sinos, tout juste au nord de Porto Alegre. On peut lire que plus de 500 entreprises locales de fabrication de chaussures sont soutenues par plus d'une centaine de tanneries, plus de 200 fournisseurs de pièces détachées, plus de 700 ateliers domestiques et de 45 petits constructeurs de machines-outils pour le cuir et la fabrication de chaussures. L'enthousiasme des auteurs est manifeste quand ils écrivent que cette combinaison de tradition industrielle, de multiplicité de fournisseurs spécialisés en proximité, de libre circulation d'un savoir-faire spécialisé apporte à l'industrie de la chaussure de la région une dimension rarement observée, qui lui permet d'exporter un tiers de sa production (Naddi et Chmitz (2001)). Or, faut-il le souligner, il importe de ne pas confondre les concepts de développement local et de SPL. Il s'agit de deux choses bien distinctes. L'évolution observable au sein de ce SPL le montre clairement.

Étant donné que pas moins de 60% des emplois de la vallée du Sinos se rattachent à ce secteur d'activité, au lieu d'y voir un avantage, les acteurs locaux ne perçoivent rien de moins qu'une grande faiblesse. D'où leurs efforts en vue de diversifier l'économie locale pour la rendre moins dépendante des aléas d'un seul produit dont les prix se déterminent à l'échelon international. On déplore également la concurrence offerte par des régions où la main-d'œuvre est meilleur marché ou de celle où l'on offre différents avantages fiscaux. Alors que les observateurs occidentaux s'acharnent avec enthousiasme à décrire les comportements de coopération des dirigeants des PME appartenant à un SPL, ici, au contraire, on déplore des comportements individualistes rétrogrades, où le conservatisme s'avère un obstacle à l'innovation. Les décideurs économiques locaux<sup>4</sup>, afin de modifier le cours des choses, sont à la recherche d'une « gouvernance nouvelle » pour employer un autre concept qu'il faut définir.

### 2.3\_ Vers une nouvelle gouvernance locale

À l'échelle du territoire, la gouvernance se réfère à la mise en réseau des différents acteurs appelés à influencer le devenir de leur environnement immédiat à travers une démarche propre au développement local. Franco (2001) s'y rapporte par une allusion à une action citoyenne des collectivités où vivent de nombreux exclus dont l'avenir dépend d'interventions mettant en présence de nouvelles solidarités. Parler de gouvernance locale conduit inévitablement à un autre concept dont la paternité reviendrait au sociologue Pierre Bourdieu, soit celui du « capital social » dont ses disciples nord-américains ont fait leurs choux gras.

Est-on en présence ici de ce que les anglo-saxons qualifient de *buzzword* à savoir un mot de plus en plus fréquemment utilisé sous un effet de mode? Il ne semble pas. L'expression se rapporte aux interrelations qu'entretiennent les acteurs locaux à l'intérieur de réseaux formels ou informels dans un lieu donné en s'appuyant sur une confiance réciproque. Juarez de Paula (2001) définit le capital social comme un ensemble de valeurs ou normes informelles particulières aux individus faisant partie d'un groupe et qui leur permettent de coopérer entre eux. En réalité, le capital social serait une notion servant à décrire beaucoup plus que les caractères interrelationnels entretenus par les individus appartenant à une collectivité dûment structurée. En effet, le concept évoque l'intensité d'activités de réseautage associées à la vie économique des forces vives locales sur un espace d'intervention servant d'assise au développement local.

Ricardo Abramovay (2000) précise que l'intégration du concept de capital social à l'intérieur du vocabulaire des institutions internationales est un signe des temps. Il y voit une contre-proposition de l'approche dominante des années 1980 mise de l'avant par le consensus Washington - Banque Mondiale, - FAO et UNCTADE. L'attention consentie au capital social, selon ce professeur de sociologie de l'Université de Sao Paulo, serait la preuve de la nouvelle importance consentie aux facteurs institutionnels dans le développement. À ses yeux, le concept de capital social coiffe un des principaux mythes fondateurs de la civilisation moderne à savoir que la société évolue uniquement par la satisfaction des aspirations individuelles des uns et des autres. On aura reconnu ici le principe smithien voulant que l'intérêt individuel

---

<sup>4</sup> Le Centre universitaire Feevale, l'hôtel de ville, la Chambre de Commerce et une entreprise oeuvrant dans les médias écrits et électroniques.

contribue à la satisfaction de l'intérêt collectif. Le capital social rend possible l'atteinte d'objectifs sociaux qui, en son absence, s'avérerait tout à fait impossible.

Les régions en difficulté seraient en déficit de capital social, or pour mettre en branle une stratégie susceptible de conduire à des lendemains meilleurs, la cohésion sociale s'impose. C'est pourquoi Franco (2001) écrit que le DLIS représente un exemple type d'une stratégie prenant son appui sur le capital social. Ce dernier, non seulement sert à promouvoir le développement mais il peut en plus assurer la soutenabilité. On y trouve un élément favorable à l'émergence de PME.

### **3\_ Quelle place pour les PME?**

Au Canada, le lien entre l'essor des PME et le développement local ne s'observe pas aisément (Joyal, Deshaies, 1996), et encore plus difficilement au Brésil. Nous souhaitons le montrer à partir de quelques résultats tirés d'une étude comparative entre deux échantillons de 60 PME pour lesquels le même questionnaire fut utilisé, soit dans la région de Trois-Rivières, en milieu rural, et dans le Nord-est de l'État de Sao Paulo dans des villes d'importance moyenne<sup>5</sup>. L'impossibilité de trouver des PME manufacturières dans des villages au Brésil a obligé de procéder différemment en optant pour des villes dont la population varie entre 20 000ha et 100 000ha. Il s'agissait de voir, entre autres choses, dans quelle mesure, les PME en milieu non-métropolitain utilisent des acteurs de leur environnement immédiat comme source d'information en vue d'élaborer leurs stratégies commerciales. Par exemple, pour les PME québécoises, il s'agissait d'identifier jusqu'à quel point les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC: organismes d'appui émanant du gouvernement fédéral, les Centre locaux de développement (CLD: organismes sous la responsabilité du gouvernement provincial) et tout autre structure d'aide à la création ou à la consolidation d'entreprise locale interviennent comme source d'information aux PME<sup>6</sup>.

Ferstenseifer et al. (1996) nous révèlent que, pour les PME brésiliennes œuvrant dans le secteur électronique, ce sont les informations venant d'autres entreprises qui prédominent, les fournisseurs ne jouant pas un rôle déterminant. Quant à Menezes et Almeida (1996), ils mettent en évidence le manque

---

<sup>5</sup> Pour l'ensemble des résultats cf: Joyal, A., et Martinelli, D., *O desenvolvimento local: o papel das PME*, Sao Paulo, Editora Manole, 2003, 315p.

<sup>6</sup> Pour des informations sur ces structures d'appui cf. Joyal A, *Le développement local: comment stimuler l'économie des régions en difficulté*, Québec, Presses de l'Université Laval, 2002, 158 p.

d'information de la part des PME brésiliennes concernant surtout la situation des concurrents. En fait les dirigeants d'entreprise ne seraient pas informés sur les sources d'information existantes faute de personnel pour en faire la recherche et ensuite la consultation. Enfin, mentionnons que Ulharruzo et Ferstenseifer (1996) signalent l'existence de plusieurs réseaux d'information susceptibles d'exercer une influence positive pour les PME d'un pays en voie de développement. Des liens particulièrement forts ont été identifiés avec les clients, les fournisseurs (contrairement à la première étude mentionnée) et les centres de recherche en vue des transferts de technologie.

### **3.1\_ Le concept de rural**

Mais pour y voir plus clair, il a fallu dans un premier temps chercher à concilier les concept de rural utilisés au Canada et au Brésil. Nous nous sommes inspirés des écrits sur le milieu rural et en particulier ceux de l'Organisation de Coopération et de Développement Économique pour qui les zones rurales englobent la population, le territoire et les autres ressources des campagnes et des petits centres de peuplement, situés en dehors de la sphère d'influence économique directe des grands centres urbains (OCDE, 1990). Aussi, nous avons pris en considération les travaux de Gofette-Naget et Schmitt (1998) qui définissent le milieu rural comme étant un espace de faible densité de population, d'emplois, de bâtis ou encore comme un espace largement couvert de zones agricoles, forestières ou naturelles et au sein duquel il existe des discontinuités dans l'occupation de l'espace par les hommes. Du fait de la configuration des réseaux de transport, ce milieu dispose souvent d'une faible accessibilité aux différents points du territoire.

Pour sa part Statistique Canada considère comme rurale une population extérieure à une zone d'influence métropolitaine ( ZIM)<sup>7</sup>. On évalue ainsi à 35 le nombre de zones rurales au Québec sur un total de 202 pour l'ensemble du territoire canadien. Une petite ville rurale présente une population variant entre 1 et 9 999 habitants et où 50% des résidents vont travailler dans une ZIM et où moins de 25% des emplois sont occupés par des travailleurs venant de cette même ZIM. La population de ces petites villes rurales au Canada a connu une augmentation de 6% entre 1987 et 1997 et représente près de 3 millions d'habitants. Celles qui présentent la meilleure performance en matière de développement économique, elles le doivent non pas aux activités reliées à l'agriculture ou au secteur minier, mais plutôt aux secteurs manufacturier et

---

<sup>7</sup> Une ZIM correspond à un centre urbain de 100 000 ha et plus en incluant les municipalités où 50% de la main d'oeuvre se déplace vers la ville-centre pour y travailler.

celui des services (Miller, 2000). Bollman et Beshiri ( 2000) font remarquer que ce sont celles du Québec qui enregistrent la plus forte hausse d'activités manufacturières.

Aux États-Unis, la définition la plus courante du milieu rural s'applique à l'ensemble des zones comptant des agglomérations de moins de 5000 habitants situées en dehors des grands centres. On parle de territoire ouvert ce à quoi s'ajoutent les concepts de «continuum rural-urbain» et d'«influence urbaine» suivant le degré d'urbanisation ou de proximité d'une zone métropolitaine. Enfin, l'organisme Solidarité rurale du Québec estime approprié de définir comme un milieu rural les communautés dont le poids démographique est inférieur à 5000 habitants. C'est ce que nous avons retenu pour les fins de l'étude se rapportant à l'échantillon québécois tout comme le font Olfert et Stabler (2000) pour la Saskatchewan.

Pour ce qui est de l'échantillon brésilien, il fut nécessaire de faire preuve de plus de souplesse dans la définition d'un environnement rural ou non métropolitain. L'Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE) considère comme rural toute zone extérieure au périmètre urbain. Une localité rurale se caractérise par une faible population entourant une église et où l'on ne trouve que quelques commerces et des activités n'ayant rien à voir avec la propriété du sol (IBGE, 1996). En fait, malgré cette précision, le monde rural brésilien inclut des villes suffisamment importantes pour qu'Abramavay (2000) parle de contradiction lorsqu'il est fait référence à des «villes rurales». Il observe que pour certains pays, c'est l'importance occupée par la main-d'oeuvre agricole qui sert de principal critère pour définir la ruralité. Ainsi, en Israël une localité est considérée comme rurale si le tiers des chefs de famille exercent une activité agricole. Au Chili, la proportion requise s'élève à 50%. Plusieurs pays d'Amérique latine (Argentine, Mexique, Vénézuéla, Honduras, Nicaragua, Panama) ont adopté une classification qui utilise entre 1 000 et 2 500 habitants pour identifier leur environnement rural. Sur la base d'un tel critère, la majeure partie des districts brésiliens serait considérée comme appartenant au monde rural de telle sorte qu'au lieu de 22%, la population rurale brésilienne passerait à 33%. Elle aurait augmenté ainsi de 5% entre 1996 et 2000 (da Veiga, 2001).

### 3.2\_ Les PME brésiliennes et québécoises

Le tableau 1 présente les principales caractéristiques des deux échantillons. On trouve des similitudes entre les deux échantillons en ce qui concerne le chiffre d'affaires moyen et l'âge des entreprises.

**Tableau 1: Caractéristiques des PME québécoises et brésiliennes**

| PME   | Québécoises |         | Brésiliennes |         |
|---|-------------|---------|--------------|---------|
|   | Moyenne     | Médiane | Moyenne      | Médiane |
| Chiffres d'affaires<br>en 1997 (000 \$Can)      | 4,780       | 2,000   | 4,346        | 1,100   |
| Nombre d'employés                               | 39          | 21      | 51           | 24      |
| Âge de l'entreprise                             | 21          | 18      | 22           | 18      |
| Proportion des PME<br>exportatrices             | 48,6        |         | 16,4         |         |
| Pourcentage des ventes<br>pour les exportations | 26,7        |         | 8,9          |         |
| Taille de l'échantillon                         | 60          |         | 60           |         |

Par ailleurs, le nombre d'employés moyen des PME brésiliennes est supérieur même si l'on ne peut tirer de conclusion concernant la représentativité des échantillons. Mais, c'est cependant du côté des exportations que l'on enregistrerait la plus grande distinction entre les deux échantillons. Le tableau 1 montre que la proportion des ventes allant à l'exportation est plus que trois fois plus élevée que celle des PME exportatrices brésiliennes. Alors que pour des raisons évidentes, les États-Unis représentent de loin le plus important des clients étrangers des PME québécoises, leurs vis-à-vis brésiliennes exportent, il va sans dire, vers les pays du Mercosul (Argentine, Uruguay et Paraguay) en plus d'avoir comme clients les pays suivants : Chili, Pérou, Venezuela et Bolivie pour l'Amérique du Sud avec en plus en Amérique centrale Panama, Porto Rico et Cuba, sans oublier le Canada et les États-Unis. Du côté européen, les clients sont l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, l'Italie et le Portugal. L'État de São Paulo, étant situé à près de deux mille kilomètres de Buenos Aires, on comprend que l'effet de proximité exercé par les États-Unis sur les entreprises québécoises ne trouve pas son équivalent auprès des entreprises de cet État. Cette faible exportation des entreprises brésiliennes peut créer un sentiment de fausse sécurité, mais risque de coûter cher au Brésil, car celui-ci serait l'un des rares pays de nos jours à pouvoir prospérer sans miser sur l'exportation. En cherchant à conquérir de nouveaux marchés, les entreprises brésiliennes se verraient offrir le meilleur moyen d'apprendre à produire suivant l'évolution de la demande des consommateurs. Et, pour y parvenir, les dirigeants brésiliens ont besoin d'innovations de diverses natures. Peuvent-ils trouver dans leur environnement immédiat les stimulants susceptibles de les inciter à innover?

Le tableau 2 met en évidence la fréquence du recours aux ressources externes. Les ressources auxquelles font appel en très grand nombre les entreprises sont également celles qui sont les plus utilisées: les clients, les fournisseurs, les sous-traitants, les consultants et les médias d'information.

**Tableau 2: Fréquence du recours aux ressources externes par les PME**

| Type de recours                                       | Québécoises <sup>1</sup> | Brésiliennes <sup>1</sup> | Signification <sup>2</sup> |
|---|--------------------------|---------------------------|----------------------------|
| Clients   | 6                        | 7                         | ---                        |
| Fournisseurs  | 6                        | 7                         | .002                       |
| Sous-traitants  | 4                        | 5                         | ---                        |
| Association sectorielle                               | 2                        | 2                         | ---                        |
| Agent de développement local (commissaire industriel) | 2                        | 0                         | .000                       |
| Organismes socioéconomiques                           | 1                        | 3                         | .000                       |
| Organismes gouvernementaux                            | 3                        | 1                         | .000                       |
| Foires commerciales                                   | 3                        | 2                         | .014                       |
| Consultants   | 2                        | 6                         | .000                       |
| Médias d'information                                  | 5                        | 4                         | ---                        |
| Centre de recherche                                   | 1                        | 1                         | ---                        |
| Réseaux d'affaires                                    | 2                        | 1                         | .007                       |
| Contact informels avec d'autres PME                   | 2                        | 5                         | ---                        |

<sup>1</sup>Codification pour la fréquence d'utilisation : aucun contact = 0; moins d'une fois par an = 1; 1 fois par an = 2; 2 fois par an = 3; 4 fois par an = 4; 1 fois par mois = 5; aux 3 semaines = 6; aux 2 semaines = 7; au moins une fois par semaine = 8.

<sup>2</sup>Le test non-paramétrique Mann-Whitney fut utilisé pour produire ce calcul. L'absence de chiffre indique une différence non significative entre les deux échantillons.

En résumé, les PME de deux échantillons se distinguent l'un par rapport à l'autre par le type de soutien environnemental qu'elles privilégient : les foires commerciales, les organismes gouvernementaux, les consultants, les contacts informels et les organismes socio-économiques. Si les PME québécoises recourent peu aux services gouvernementaux, les PME brésiliennes le font encore moins. Et ces dernières ignorent totalement ce que sont les organismes d'appui à l'entreprise ( autre que SEBRAE surtout spécialisé en aide à la création d'entreprise) du genre SADC tels qu'ils existent au Canada

Pour les autres ressources externes, elles forment trois “coquilles” autour des entreprises, identiques pour les deux échantillons. La première est évidemment composée des fournisseurs et des clients, suivie d'une seconde moins importante et articulée sur les sous-traitants et les médias d'information. La troisième et dernière regroupe l'association sectorielle, les réseaux d'affaires et les centres de recherche. Les PME brésiliennes seraient aussi dans l'ensemble moins avantagées que leurs homologues québécoises pour leur environnement. Et cette situation serait encore plus défavorable pour les entreprises brésiliennes non exportatrices. Du côté québécois, comme des travaux précédents (Joyal et Deshaies, 1996) l'ont mis en évidence, les activités de réseautage se rapportent davantage à ce que Rallet et Torre (2000) désignent comme étant une proximité organisationnelle plutôt qu'une proximité géographique. Le fait que bien souvent ces PME représentent l'unique entreprise de leur village oblige à reconnaître l'absence de milieu tel que conçu par le Groupe de recherche européen sur les milieux innovateurs (GREMI). L'exemple de la petite ville de Pirai, fourni ici sous la forme d'une vignette, montre bien, que la démarche propre au développement local peut effectivement conduire à l'avènement de PME innovantes.

## Conclusion

L'implantation de structures légères, à l'image des SADC canadiennes ou des CLD québécois, peu coûteuses et faisant appel à différentes formes de partenariat est une avenue prometteuse pour le Brésil. Le pays peut former rapidement les agents de développement nécessaires comme le Québec a fait ces dernières années afin de promouvoir le développement en milieu rural. Mais on ne change pas en un tour de main les mentalités et les comportements. C'est ce qui exigera du temps pour le Brésil surtout en ce qui concerne le Nordeste. Il faut avoir à l'esprit la remarque de Paula (2001) qui signale un obstacle non étranger à la réalité canadienne: la faible crédibilité envers les pouvoirs publics tout échelon confondu: municipal, étatique et fédéral. Les populations locales ont un grand nombre de raisons de mettre en doute la volonté des gouvernements de véritablement s'engager à promouvoir le développement sur la base d'une gestion participative. Ainsi, quand il s'agit de constituer un Forum ou un Conseil de développement local, les gens, comme le fait remarquer Paula, pourront dire: <Encore un de plus...>. Il poursuit en disant qu'il faut faire face au scepticisme en inversant les propos de Saint-Thomas: <Il faut croire pour voir...>. Aussi le défi de réunir des gens à l'intérieur d'un Forum ou d'un Conseil de développement local se complique par la présence d'individu appartenant à des forces politiques rivales. On pense ici au problème vécu par les bassins d'emploi en France lorsque les acteurs n'appartiennent pas tous à la même famille politique. Au niveau des petites municipalités, les combats politiques sont très personnalisés ce qui complique la mise en présence des leaders locaux. Enfin, il importe de bien faire comprendre aux élus locaux que les Forum ou Conseils de développement local n'existent pas en vue de leur faire ombrage ou pour se substituer à eux.

À nouveau, il est opportun de se référer à Abramovay (2002) qui signale deux obstacles majeurs. Le premier se rapporte aux petites municipalités qui peuvent difficilement être prises comme des unités servant de base à la prospective territoriale à cause d'un vide organisationnel entre ces municipalités et l'État fédéral. En réponse à ceci, l'exemple québécois des Municipalités Régionales de Comté (au nombre de 96) pourrait s'avérer intéressant pour le Brésil. Ces structures administratives mises sur pied au début des années 1980 en vue de favoriser l'aménagement des territoires locaux ont, avec le temps, adopté une vocation économique à la faveur de l'implication des élus locaux. Le deuxième obstacle signalé concerne les pratiques administratives en vigueur conduisant à sélectionner les municipalités bénéficiaires du Programme national de renforcement de l'agriculture familiale (PRONAF) ou du programme Communauté solidaire. Les critères retenus pour une telle sélection seraient d'une grande pauvreté. Sans une amélioration de ces derniers on nagerait dans l'arbitraire.

Enfin, pour terminer sur une note optimiste, il peut sembler approprié, pour un pays aussi vaste que le Brésil, de faire allusion à la rupture de l'isolement que favorisent les NTIC pour les régions du Nordeste et de l'Amazonie. Ainsi, Sarata Albagli (1999) considère que les NTIC offrent au développement local des possibilités autrefois insoupçonnées en favorisant une gestion décentralisée de l'économie nationale. Peut-on y voir une possibilité encore insoupçonnée pour le Nordeste toujours éprouvé par la sécheresse et l'existence de sa multitude de *sem-terra*? L'essor des PME innovantes peut-il suffire à fournir aux enfants des *sem-terra* l'espoir d'un sort meilleur que ne pourrait leur offrir une agriculture de subsistance? Mais encore faut-il que les infrastructures télécommunicationnelles soient conformes aux exigences de la technologie la plus avancée (haut débit), ce qui n'est pas évident même au Québec. Également, il faut prendre en considération les mises en garde de Polèse et Shearmur (2002) pour qui les NTIC dans les régions périphériques ne répondent pas vraiment au problème de l'isolement. Le développement local, au Brésil comme ailleurs, étant une oeuvre de longue haleine, les espoirs sont toutefois permis.

## **Première vignette: Pirai: un exemple de prise en main<sup>8</sup>**

Située à environ 120 km de Rio, Pirai, une petite ville de 22 000 ha fut fortement affectée au milieu des années 90 par les politiques d'ajustements structurels imposées par la Banque Mondiale et le FMI. Ainsi la privatisation d'une entreprise nationale d'électricité a eu pour conséquence le licenciement de 1 300 travailleurs ce à quoi s'est ajouté la perte de 300 autres emplois suite à la restructuration d'une entreprise de papier. C'est alors que le maire (PS) nouvellement élu pris la résolution d'adopter un comportement proactif en réunissant différents intervenants du milieu en plus de certains fonctionnaires municipaux identifiés

---

<sup>8</sup> Informations recueillies à grâce à trois visites sur place de la part d'André Joyal.

comme étant les plus dynamiques. Ce conseil de développement local ainsi formé a permis de dresser un diagnostic de l'état de la situation à partir duquel un plan d'action fut élaboré. Il comprit trois composantes:

- a) un programme de promotion du travail et du revenu en milieu rural basé sur la création d'une pisciculture à plusieurs composantes. Il s'agissait de profiter de la présence de nombreux petits exploitants agricoles disposés à implanter sur leur propriété un étang en profitant des ressources hydrauliques existantes pour ensemer du poisson transformé par une usine nouvellement créée sous la forme d'une coopérative. Initiée autour de 50 producteurs agricoles, quelques 35 autres sont vite ajoutés à ce nombre;
- b) un programme de création d'emplois et de développement commercial autour de l'implantation d'un parc industriel. Grâce au recours à divers incitatifs de type classique et à une campagne de promotion offrant une vision toute nouvelle de la ville, il fut possible d'attirer rapidement une demi-douzaine de PME innovantes ( alimentation, informatique, brasserie, etc,) qui ont su tirer profit de la main-d'œuvre disponible en leur fournissant la formation nécessaire;
- c) un programme de création d'emploi sous la forme d'un réseau de coopératives d'artisanat destinées en majorité à des travailleuses, souvent chefs de famille.

L'intégration des milieux rural et urbain et l'ajout d'objectifs sociaux aux objectifs économiques confèrent à la démarche mise de l'avant les caractéristiques principales d'une stratégie de développement local. À plus long terme, les intentions de ce regroupement d'acteurs locaux étaient de favoriser l'essor d'une culture entrepreneuriale de manière à ne plus dépendre des centres de décision extérieurs. De toute évidence, cette municipalité ne pouvait pas miser sur le type d'appui qui, à la fin de 2001, est venu au secours de la ville de Chandler en Gaspésie où, le gouvernement du Québec a pu préserver 250 emplois en investissant pas moins de...250 millions de dollars. En 2001, en misant essentiellement sur ses propres moyens, Piráí avait réussi à créer pas moins de 1 200 emplois sur son nouveau parc industriel. Évidemment comme c'est toujours le cas avec le développement local, les acteurs locaux ont fait appel à différents partenaires extérieurs tout en tirant profit de certains programmes gouvernementaux des paliers étatique et fédéral. La mise en évidence d'une nouvelle vision sur le devenir de la municipalité fut l'élément déterminant du succès de la démarche. On aura compris le rôle clé joué par le maire dont la détermination fut l'élément déclencheur de tout le processus.

## **2ème vignette:Le Programme de développement communautaire Viva Rio**

Associé au développement local intégré et soutenable (DLIS), ce projet trouve son origine en réaction au massacre de huit enfants de la rue assassinés par des policiers véreux sur les marches de l'église Candalária en juillet 1993. Le programme est affilié à l'International *Federation for Alternative Trade* et a pour objectif de favoriser le développement local et solidaire dans les quartiers défavorisés de Rio de Janeiro ce qui inclut la favela Rocinha, la plus importante de toutes<sup>9</sup>. La mission du programme consiste à promouvoir une culture de justice et de paix en travaillant contre l'exclusion à travers le développement social, économique et technologique. Un des projets mis de l'avant sous le nom de *Estações Futuro do*

---

<sup>9</sup> [www.vivafavela.com.br](http://www.vivafavela.com.br)

*Viva Rio* consiste à offrir l'accès à Internet tout en offrant la formation pour en faire le meilleur usage possible. En 2001 ce projet fut primé par la *Wireless Communications Association International*. En plus de ce dernier service, le projet offre différents services: facilités d'accès au micro-crédit afin de favoriser la création de micro entreprises, formation de groupes d'achats pour les petits entrepreneurs, formation pour les coopératives et ONG locales.

Le tout se situe à l'intérieur de la démarche propre au DLIS qui s'appuie sur la participation d'une gamme variée d'acteurs visant à répondre aux vieux dilemmes théoriques des responsables des politiques publiques face aux difficultés d'articuler leur action en vue de combattre la pauvreté. On pense ainsi parvenir à solutionner de graves problèmes sociaux malgré l'influence des tendances économiques d'un monde toujours plus globalisé.

### **3è vignette: PROJETO SEBRAE XINGO**

Il s'agit d'un projet qualifié de développement local intégré et soutenable (DLIS) couvrant quatre États du Nordeste; Alagoas, Bahia e Pernambuco et Sergipe mis de l'avant par SEBRAE et l'Institu Xingo. Le projet englobe pas moins de 29 municipalités où, à travers la mise en place de forums locaux on vise la promotion d'une culture entrepreneuriale s'exprimant via l'essor de micro ou de petites entreprises. Ainsi, chacune des municipalités a été invitée à adopter un plan d'action sur la base de priorités dûment identifiées. Un agenda fut ainsi déterminé incluant les engagements des acteurs locaux et l'identification des partenaires concernés. Parmi ces derniers, à l'image de ce qu'il se fait au Canada, on note la présence des trois paliers de gouvernement, avec en plus des ONG locales et internationales en plus d'entreprises privées locales.

Parmi les priorités mentionnées on trouve la formation de ressources humaines par ce que l'on désigne au Québec comme étant des interventions de développement de <l'employabilité> de catégories d'individus plus ou moins exclus: jeunes ou femmes sans formation académique. L'objectif est de favoriser une meilleure cohésion sociale à la faveur de la mise en valeur du capital social de chacune des municipalités. On ambitionne de modifier les mentalités afin que dans un futur rapproché les populations locales soient davantage en mesure de miser sur leurs propres ressources en matière de développement économique.

À titre d'exemple la municipalité de Nossa Senhora da Gloria<sup>10</sup>, au Sergipe, s'est donné les objectifs suivants:

- stimuler l'émergence d'une identité locale et la mise en œuvre de nouvelles relations sociales;
- rechercher et identifier des actions susceptibles d'améliorer le niveau de vie de la population locale;
- insérer les ressources humaines locales dans le processus de production concurrentiel;
- préserver les ressources naturelles dans un contexte de développement durable

---

<sup>10</sup> Visitée par André Joyal

## Références

- Abramovay, R., 1998, A Formação de Capital Social para o Desenvolvimento local Integrado e Sustentavel, II Forum CONTAG de Cooperaçai Técnica,San Luis, Dezembro polycopiado
- Abramovay, R., 2002, Obstaculos ao desenvolvimento territorial brasileiro, *Gazeta Mercantil*, 13/03/02, p.2
- Abramovay,R, 2000, O capital social dos territorios : repensando o desenvolvimento rural, *Economia Aplicada*,Vol 4, No 2, abril/junho
- Albagli, S., 1999, Globalização e especialidade : o novo papel do local na coletânea *Globalização e Inovação localizada : experiências de sistmeas locais* no Mercosul, josué Eduardo Cassiolito e Helena Maria Martins (editores), Brasilia, IBICT/MCT,
- Araujo, de B., 1995,Nordeste, Nordestes :Que Nordeste? *Desigualdades Regionais Desenvolvimento-Federalismo no Brasil*, F UNDAPE,Editora USP,Sao Paulo
- Bollman, R., et Beshriri R., 2000, Rural and Small Towns Employment: Structure by industry, working paper, StatCan, Ottawa
- Coelho F, 2001, Desenvolvimento local e construção social : o território como sujeito, em *Desenvolvimento local : dinamicas e estrategias*, Rio e Janeiro, Rede DLIS,. p.62
- Courlet, C., 1999, Territoire et développement, *Revue d'économie régionale et urbaine*, no 3
- DATAR, 2001, *Réseau d'entreprises et territoires: regards sur le systèmes productifs locaux*, La Documentation française, Paris
- De Veiga, 2001, [www.fea.usp.br/professores/zeeli/](http://www.fea.usp.br/professores/zeeli/)
- Fensterseifer, J. E., & AL., (1996),O papel das redes de cooperação tecnologica das pequenas e médias empresas, 23 encontro anual da ANPAD, Angras do Reis
- Fonseca Netto (2001), Les axes de développement intégré : vers un nouveau découpage des régions-programmes pour l'espace brésilien, *Organisations et Territoires*, Vol 10, No 2, 99-110
- Franco, de, A., 2001, Desenvolvimento local : dinamicas e estrategias, op.cit. p. 158
- Franco, de A., 2000, Por que precisamos de desenvolvimento local integrado e sustentavel, Separata do Numero 3 da *Revista Século XXI*, P.16
- Franco, de, A., 1999, <sup>1</sup> O que é DLIS : em Proder-Especial : um vetor de sustentabilidade econômica em processos de DLIS, A. de Franco (coord) e allli, editato pelo SEBRAE Nacional, Brasilia
- Gofette-Naget,N. F., et Schmitt, B., 1998, Les proximités, la ville, et le rural, dans J. M. Huriot (ed), *La ville ou la proximité organisée*, Paris,Anthropos, Collection Villes
- Gouvernement du Québec, 1997, *Le développement local et régional*, Les Publications du Québec, Québec
- IBGE, 1996 *Contagem populacional*.
- Joyal, a., et Deshaies,L., 1996, Développement local et PME québécoises innovantes: un lien à explorer, *Revue canadienne des sciences régionales*, vol XIX, No 3, Automne, p 333-348

- Labato, M., 2001, A implementação do processo de DLIS em Manguinhos, na *Desenvolvimento local no contexto metropolitano*, documento-síntese, FINEP, CAIXA, IBASE, Rio de Janeiro,
- Madvi, K., et Schmitz, H., Les clusters dans les pays en voie de développement: bilan d'expériences et perspectives de recherches, DATAR, *Réseaux d'entreprises*, op. cit P.135
- Menezes, E.J.C. et Almeida, M.I.R., 1996, Será possível crescer sem informações do ambiente? 20 encontro anual da ANPAD (Agra dos Reis), Anais.
- OCDE 1990, *La création d'entreprise et d'emplois en milieu rural*, document ronéotypé, Paris
- Olfert, R. M., . Stabler, J. C., 2000, Rural-Urban Differences in Labour Force Characteristics within and between Geographic Labour Market Areas, working paper, CERF annual Conference, Sudbury
- Paula, J., de, 2001, Desenvolvimento & gestão compartilhada, em *Desenvolvimento local : dinâmicas e estratégias*, p.145
- Polèse, M., et Shearmur, R., 2002, *La périphérie face à l'économie du savoir*, INRS, Université du Québec, Montréal
- Rallet, A., et Torre, A., 2000, Géographie et technologie : une analyse des relations de proximité dans les réseaux localisés d'innovation, Colloque de l'ASRDLF, Hyères, septembre
- Ulharruzo C.G. et Ferstenseifer, J. E., 1996, O papel das redes no desenvolvimento tecnológico de empresas: o caso dos pequenos e médios fabricantes de produtos eletrônicos do Rio Grande do Sul, 20 encontro anual da ANPAD, Angra dos Reis.
- Zapata, T., 1999, Metodologia de Capacitação em Apoio ao Desenvolvimento Local, em *Desenvolvimento Local no Contexto Urbano*, IBASE, São Paulo,, p.14